

Un nouveau cycle de soulèvements populaires ?

Aurélie Leroy, Frédéric Thomas

Thème : Mouvements sociaux (+-Mouvements-sociaux-+)

Entre discrédit des classes dirigeantes, inégalités croissantes et horizons sociaux bloqués, une nouvelle vague de révoltes traverse le Sud. Sous l'étiquette Gen Z, elle exprime moins une identité générationnelle homogène que la politisation d'une jeunesse précaire face à des États défaillants, corrompus et répressifs. Reste à voir si cette puissance insurrectionnelle peut se transformer en changements durables.





Gen Z. Nouveau cycle des soulèvements populaires ?

50^e anniversaire du Centre tricontinental

Points de vue du Sud

En l'espace de quelques semaines, entre la fin août et la mi-octobre 2025, des révoltes éclatent en Indonésie, au Maroc, au Pérou, au Timor oriental, au Népal et à Madagascar, entraînant le renversement des gouvernements de ces deux derniers pays. Ces soulèvements populaires s'inscrivent dans une vague insurrectionnelle plus large qui, ces dernières années, a provoqué la chute de plusieurs régimes : de l'*Aragalaya* sri lankais de 2022 aux mobilisations bulgares de décembre 2025, en passant par la révolution de juillet au Bangladesh en 2024. La contemporanéité de ces mobilisations, leurs cibles et cultures communes, ainsi que leur praxis du numérique semblent participer d'un mouvement d'un seul tenant que sanctionne leur (auto)désignation « Gen Z ». Mais, en réalité, l'identité générationnelle, l'homogénéité, la forme, les contours et l'impact de ces manifestations posent question.

Gen Z : simple label ou réalité sociopolitique ?

Les révoltes seraient l'expression de la génération Z, ces enfants du numérique (*digital natives*), nés entre 1997 et 2012. Ils représentent près de la moitié de la population en Afrique, au Pérou, aux Philippines, au Bangladesh et plus des deux tiers à Madagascar. L'âge, la connectivité, l'usage intensif des réseaux sociaux et les symboles communs suffisent-ils pour autant à définir une identité sociale ?

Sur le modèle de la formation des classes sociales, le sociologue allemand Karl Mannheim (1991) avait en son temps appelé à distinguer la chronologie de l'unité générationnelle : la conscience d'appartenir à une génération du fait de l'expérience commune d'un événement marquant. En ce sens, c'est davantage l'insurrection qui fait la Gen Z que le contraire. De manière plus générale, la jeunesse qui a pris les rues appartient à la génération covid (2019-2023) ; à celle également de l'aggravation de la crise écologique et du creusement des inégalités, des dynamiques impérialistes et de l'autoritarisme. Or, dans ce « nouvel ordre mondial de la prédation » (Callamard, 2026), près de trois quarts de la population vit dans un espace civique restreint ou fermé, où les libertés fondamentales sont systématiquement réprimées (Civicus, 2025).

La visibilité et la célébration d'une culture numérique et populaire mondialisée, amplifiées par les effets de médiatisation et les mèmes, doivent toutefois être contextualisées. Les réseaux sociaux ont servi non seulement pour communiquer et catalyser les manifestations – davantage encore que lors du printemps arabe –, mais aussi pour les organiser et les coordonner. Le rôle joué – tout particulièrement au Maroc et au Népal – par Discord, la plateforme états-unienne créée en 2015, a ainsi été mis en avant. D'une messagerie de jeux vidéo, elle est devenue un centre de coordination de la protestation et, pour la jeunesse népalaise, elle a servi d'espace de délibération et de vote pour désigner la personne appelée à prendre la tête du gouvernement de transition. Son architecture digitale permet en effet une utilisation largement sécurisée, anonyme, décentralisée et démultipliée au sein de divers forums de discussion.

Loin d'être neutres, les outils numériques – dont Discord – sont intrinsèquement ambivalents et font l'objet d'usages contradictoires, y compris antidémocratiques et discriminatoires (Szadkowski, Tual et Clairouin, 2025). Ils sont par ailleurs au centre

d'enjeux de contrôle et de captation par les acteurs étatiques et économiques. De plus, il faut nuancer l'image d'une jeunesse uniformément connectée : si 91% de la population au Maroc utilise internet, ils ne sont que 53% à le faire au Bangladesh et 20% à Madagascar. Enfin, circonscrire ces mouvements à l'utilisation de réseaux sociaux serait réducteur tant les mobilisations ont pris une forme hybride, caractérisée par des allers-retours constants entre l'espace numérique et la rue, entre le répertoire digital et les occupations physiques (lire « Asie du Sud : un Printemps de mouvements sociaux éclair ? » ici même ; Leba, 2025 ; Sombatpoonsiri, 2025).

D'un bout à l'autre de la planète, un même symbole est apparu au cœur des soulèvements : le drapeau pirate du manga japonais *One piece*. Son héros, Luffy, capitaine de l'équipage au chapeau de paille et adversaire d'un « Gouvernement mondial » corrompu, a incarné la révolte. Cet emblème de la culture populaire mondialisée semble fédérer les manifestant-es autour d'un éthos romantique, fait de courage, de loyauté et de défiance envers le pouvoir. Signe de ralliement, cette iconographie traduit cependant davantage la circulation et la politisation de certains produits culturels que l'ADN de la Gen Z.

D'une part, c'est justement l'ambivalence du récit de *One piece* – la rébellion contre l'autorité coexiste avec une célébration de l'autoréalisation personnelle promue par le néolibéralisme –, le caractère générique des valeurs et des cibles qui permet de rassembler et fait consensus. D'autre part, cet engagement sous le même drapeau fictionnel occulte les différences qui prennent corps dans les mécanismes asymétriques de production et de consommation culturels. Le « populaire » de la culture populaire agrège diverses fractions sociales qui ne se fondent pas en une identité unique.

À l'instar de Zezhou Yang (2025), mieux vaut voir dans cette bannière commune à la fois le narratif d'une agentivité que la politique a cessé d'offrir aux yeux de la jeune génération et l'expression de la situation paradoxale de celle-ci : une population connectée, mais exclue, éduquée, mais sans emploi. Ce paradoxe, ancré dans des rapports sociaux antagonistes, détermine les caractéristiques communes de la Gen Z et son hétérogénéité.

La jeunesse qui s'est soulevée est très largement urbaine, plus instruite que la génération précédente, mais confrontée au chômage, au travail précaire et/ou informel, à une économie de petits boulots et de la débrouille. Le décalage entre son capital culturel et son capital économique, pour parler en termes bourdieusiens, se double d'une forme de détermination anticipatrice : son appartenance à une classe sociale est tout autant, sinon plus, définie par son absence de perspectives que par ses origines familiales. L'avenir est, sinon hypothéqué, en tous les cas pas à la hauteur des études, des efforts consentis et des aspirations jugées légitimes, obligeant bien souvent à chercher une issue dans la migration. Ainsi, plus d'un quart du produit national brut du Népal provient de l'argent envoyé par les Népalais-es travaillant à l'étranger.

Dans la continuité sociologique des révolutions arabes de 2011, Bayart (2025) parle d'une classe moyenne, surtout urbaine, « frustrée face au durcissement autoritaire et au blocage des horizons économiques ». Solofo Randrianja (2025) évoque quant à elle, à propos de la jeunesse révoltée à Madagascar, « des classes moyennes prolétarisées », tandis qu'Asef Bayat met en avant ici même, à propos du soulèvement iranien de décembre 2025 - janvier 2026, où la visibilité des jeunes était importante, les « pauvres de classe moyenne » : « ils occupent une position intermédiaire entre deux mondes : celui des bidonvilles, du travail précaire et de l'endettement, et celui des universités, de la consommation et de l'internet ».

Or, cette catégorie de la population « entre-deux », en voie de précarisation accélérée, est particulièrement sensible aux discours et valeurs de l'égalité des chances, et attachée au pacte social implicite d'une économie morale reposant sur des attentes partagées de justice sociale et d'équité. Dès lors, sur fond de corruption généralisée, d'une longue accumulation de frustrations et de colères, la mise en place de réformes cristallisant l'aggravation des inégalités et « le décalage entre promesses méritocratiques et réalités sociales » (Marie Ranjanoro dans ces pages) a servi de détonateur.

Le ressentiment généralisé, les griefs communs et les situations convergentes n'empêchent pas la génération Z d'être traversée par des clivages qui renvoient aux rapports de classe, de genre, de territoires et de « race », et à des positionnements politiques divergents. Ainsi, le soulèvement marocain est né dans des villes périphériques

qui sont rapidement passées au second plan au profit des principaux centres urbains. Ce phénomène de marginalisation des populations semi-rurales ou récemment urbanisées se vérifie ailleurs. Mais la dynamique la plus conflictuelle et contradictoire concerne peut-être en premier lieu les femmes. Une partie de cet *Alternatives Sud* est consacrée à leur participation aux mobilisations en Asie et au Kenya et aux asymétries et retournements à l'œuvre.

Le constat formulé par Charif Elalaoui (2025) à propos du Maroc, à savoir le décalage entre la participation massive des femmes et leur faible visibilité dans les prises de parole largement monopolisées par les hommes, se constate dans d'autres contextes. Il s'accompagne souvent d'une contre-offensive anti-genre, voire, comme au Bangladesh, d'un « cycle de réversion ». Après avoir été l'une des forces motrices du soulèvement de 2024, les femmes se sont vues progressivement marginalisées dans la phase de transition, à mesure que se recomposaient des réseaux de pouvoir patriarcaux et clientélistes qui les excluent de la sphère politique (Ayon et Nadi, ici même).

L'article que Sabato consacre à la révolte au Kenya met en évidence des mécanismes similaires. Les femmes ont dû affronter « un ensemble complexe d'obstacles liés à la fois à la répression étatique et aux structures patriarcales profondément enracinées ». Cela s'est matérialisé par des violences à caractère sexiste de la part des forces de sécurité et par une marginalisation au sein même du leadership du mouvement : leur militantisme était discrédité au nom de normes morales, tandis que leurs contributions étaient souvent sous-estimées ou ignorées.

Dès lors, les marqueurs les plus visibles – la jeunesse, la connectivité, la culture populaire – se déclinent différemment selon les lieux et les groupes sociaux et risquent de faire écran aux divisions qui traversent les mobilisations. Kodikara et de Sayrah soulignent ainsi, à propos du féminisme au sein de l'*Aragalaya*, l'existence de « protestations au sein de la protestation », porteuses de revendications et d'imaginaires politiques distincts.

Par ailleurs, la jeunesse ne joue-t-elle pas depuis longtemps un rôle central dans les manifestations un peu partout dans le monde ? Dans des pays où elle représente une part importante, voire majoritaire de la population, n'est-il pas logique qu'elle porte le

mouvement, y compris en mobilisant des outils numériques qu'elle maîtrise et s'approprie pleinement ?

C'est donc bien au croisement de ces données sociologiques analogues et de l'affirmation d'une conscience générationnelle partagée que naît la Gen Z. En fin de compte, il s'agit d'une étiquette commode et opérationnelle – en ce qu'elle est revendiquée –, à condition toutefois d'en expliciter les ressorts et les limites. Sous cette dénomination, d'autant plus consensuelle qu'elle se greffe sur un signifiant flou et apolitique, percent les spécificités et différences. Ainsi, au Bangladesh et en Indonésie, un pan particulier de cette jeunesse – les étudiants et étudiantes – joua un rôle stratégique. Enfin, rappelons cette évidence : d'autres classes d'âge ont participé à ces mobilisations et tous les jeunes ne se sont pas soulevés.

Il convient, à l'instar de ce que font les auteurs et autrices de ce livre, de ne pas faire de ces explosions sociales des épisodes isolés dans le temps et dans l'espace, mais de les inscrire dans des « trajectoires historiques (...) façonnées par de nouvelles dynamiques mondiales » (Gyawali, dans cet *Alternatives Sud*). Il importe aussi de se défaire d'une lecture statique : le « peuple Gen Z » émerge de l'insurrection sous une forme convergente et émancipatrice, « engagé dans une lutte pour un bien commun supérieur », écrit Asef Bayat. « C'est là, la dimension affective et presque 'magique' des moments révolutionnaires », ajoute-t-il, dimension encore accentuée par la généralité et l'ambiguïté des revendications.

Ainsi, la segmentation des sociétés sur des lignes ethniques et/ou religieuses a été bousculée ou suspendue, comme l'écrit Dharmasinghe à propos du Sri Lanka, au cours des manifestations. Mais, à l'heure où les mobilisations cessent et où la politique institutionnelle reprend ses droits, ces lignes tendent à se réaffirmer, en raison notamment de la relative faiblesse des organisations féministes. Et ce, d'autant plus que ces clivages sont instrumentalisés par la classe politique afin de diviser la population, d'asseoir son pouvoir et d'empêcher toute nouvelle explosion sociale. C'est particulièrement visible au Népal, au Bangladesh et au Sri Lanka où les politiques ethno-nationalistes s'entremêlent aux influences géopolitiques rivales de l'Inde, de la Chine et des États-Unis. D'où les lendemains désenchantés des échéances électorales.

Une révolte commune sous une même bannière ?

Cette nouvelle vague de soulèvements est à la fois mondiale et concentrée en Asie. Les déterminants sont cependant nationaux – d'ailleurs revendiqués comme tels par la jeunesse au Maroc qui s'est autodésignée Gen Z212 en référence à l'indicatif téléphonique du pays – et renvoient à chaque fois à des conditions locales.

Si chaque mobilisation répond ainsi à des configurations politiques, sociales et économiques propres, l'article transversal consacré au « Printemps d'Asie du Sud » cerne des mécanismes communs qui relient ces expériences nationales. Deux facteurs structurants sont soulignés. D'un côté, la diffusion – favorisée par les réseaux sociaux – de répertoires d'actions adaptés aux conditions locales ; chacun des mouvements tirant son inspiration, sa force symbolique, son autorité morale et son assurance tactique du précédent sri lankais et du succès des autres insurrections. De l'autre, un schéma structurel commun caractérisé par l'exclusion des jeunes, la corruption des élites et le népotisme. Un schéma qui dépasse les frontières asiatiques.

Le déclencheur immédiat de ces révoltes permet d'éclairer le terreau social et les revendications de la Gen Z : la censure de réseaux sociaux au Népal ; les coupures d'électricité et d'eau à Madagascar et au Sri Lanka ; une réforme fiscale au Kenya (et en Bulgarie) ; des indemnités de logement considérables pour les parlementaires en Indonésie ; la (re)mise en place d'un quota de 30% au sein de la fonction publique pour les descendantes des combattant-es de la lutte de libération nationale de 1971 au Bangladesh ; l'explosion de la criminalité et de la violence au Pérou ; la mauvaise gestion (des hôpitaux et des projets post-inondations) au Maroc et aux Philippines. Et, partout, la corruption.

Un triple faisceau de causes directes se dégage de cet inventaire. D'abord, la mise à mal de conditions de vie déjà précaires, en raison de nouvelles taxes, de l'insécurité, du manque d'emplois et de l'accès limité aux services sociaux de base. Ensuite, la défaillance généralisée de l'État ; perceptible dans son incapacité à mettre en place des services publics assurant l'amélioration et même la simple reproduction de ces conditions de vie. Enfin, le fossé avec une classe politique coupée de la population et qui se caractérise par

son caractère élitare, autoritaire et corrompu. Les insurrections trouvent dès lors leur origine dans le rejet des gouvernant·es et de leur manière de gouverner, ainsi que dans l'absence ou la rupture d'un contrat social – fût-il implicite ou fantasmé.

L'Iran est sous la coupe d'une classe dictatoriale et le régime marocain est contrôlé par la monarchie, tandis que la première ministre du Bangladesh était en place depuis quinze ans avant d'être renversée. Dans les autres pays, le sentiment dominant parmi les manifestant·es est celui de gouvernements issus d'arrangements au sein d'une même élite qui se partage le pouvoir et qui, d'élection en élection, garde la mainmise sur l'État. Une classe politique vieillissante et prédatrice, très majoritairement masculine, est aux commandes depuis trop longtemps, avec un bilan économique, social et politique jugé désastreux.

La corruption devient dès lors, et presque naturellement, la cible la plus évidente ; une cible qui constituait déjà un élément fédérateur de la vague de soulèvements de 2018-2020 (Thomas, 2020). De fait, la corruption est endémique dans tous les pays où des révoltes ont éclaté et sa perception est particulièrement aigüe à Madagascar, au Bangladesh et en Iran (Transparency international, 2025). Dans des pays marqués par un lourd héritage colonial, souvent surendettés, comme au Sri Lanka, au Népal et au Bangladesh, où la jeunesse peine à trouver un emploi et à subvenir à ses besoins, le rejet de la corruption est davantage dicté par une économie morale que par une stricte adhésion aux principes de bonne gouvernance. Il se confond avec la condamnation des inégalités et des mécanismes de reproduction des élites.

Les avantages que s'accorde la classe politique, les richesses qu'elle (et les familles des politiciens) exhibe(nt) de manière ostentatoire – les « Nepo » *kids* et *babies* du Népal et des Philippines – apparaissent comme des biens mal acquis, au mépris de la population et de son aspiration à des services publics accessibles et fonctionnels. La dénonciation de la corruption et de l'accaparement des richesses se mue régulièrement en une revendication de justice sociale et économique, en s'étendant à la question de la production elle-même et, plus spécifiquement, aux producteurs et surtout productrices de ces richesses, qui en sont privé·es (Kodikara et de Sayrah, ici même).

À propos de la mort de huit femmes lors de césariennes à l'hôpital Hassan II d'Agadir, à l'origine de la révolte, Elalaoui évoque un « choc moral ». Celui-ci a été amplifié par le décalage entre les investissements pharaoniques pour la Coupe d'Afrique de football et la déliquescence des services sociaux. Ce choc est perceptible dans les autres soulèvements et oriente nombre de revendications : la reddition des comptes, l'égalité des chances, la démission du gouvernement ou, à tout le moins, le retrait des mesures ayant mis le feu aux poudres, la lutte contre la corruption et un accès à la santé, à l'éducation et à l'emploi.

À ces revendications socioéconomiques et « morales » viennent s'ajouter, en raison de la réaction initiale des gouvernements, la condamnation des violences policières et la fin de l'impunité des forces de sécurité. Le premier réflexe des gouvernements mis en cause fut en effet de recourir à la répression, allant même jusqu'au massacre s'agissant du Bangladesh. Cette stratégie s'inscrit dans le prolongement d'une politique coercitive – comme la « guerre contre la drogue » aux Philippines (Batac, 2024) –, de la criminalisation de toute manifestation et d'une violence sociale généralisée. Elle fut d'emblée perçue par la jeunesse comme une preuve de plus de la surdité et de l'autoritarisme de la classe gouvernante, ainsi que de sa déconnexion de la rue, entretenant et intensifiant par-là même le dédagisme des manifestant-es.

Nous avons voulu dans cet *Alternatives Sud* ouvrir la focale sans nous arrêter aux seuls soulèvements qualifiés « Gen Z » – une qualification elle-même tributaire de l'intensité du mouvement, de son efficacité médiatique et de sa réception –, afin d'interroger les particularités et convergences de dynamiques insurrectionnelles contemporaines. L'*Aragalaya*, au Sri Lanka en 2022, suit de quelques mois à peine « *el estallido* » colombien, dont le déclencheur – une réforme fiscale –, le contexte – les inégalités, le clientélisme et l'autoritarisme – et les acteurs et actrices – la jeunesse y joue un rôle central – sont similaires. Et il coïncide avec le commencement du mouvement « Femme, Vie, Liberté » en Iran.

D'où l'intérêt des articles d'Augusto Nava et d'Asef Bayat. Le premier étudie les vagues de mobilisations en Amérique latine et éclaire la révolte Gen Z de 2025 au Pérou, en l'inscrivant dans le cycle actuel de protestations sociales sur le continent. Le second s'intéresse au dernier soulèvement populaire en Iran, pays qui connaît une précarisation

rapide et une exacerbation des inégalités, sur fond de sanctions internationales, de concentration du pouvoir et de corruption généralisée, en montrant les avancées et reculs par rapport à 2022.

Les divers points de vue avancés dans cet ouvrage collectif, aussi différents soient-ils, se rejoignent autour d'une double connexion, géographique et historique. Ces insurrections se font signe d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre. Les réseaux sociaux tendent à effacer la distance et à accélérer la reprise des symboles, des tactiques et du drapeau de pirate de Luffy. Ces pratiques voyageuses s'inscrivent par ailleurs dans des vagues d'offensives sociales. Ainsi, loin d'apparaître comme des explosions isolées, ces mouvements sociaux ont des précédents et des références, d'abord nationaux – les manifestations de 1990 au Kenya, celles du Rif en 2016 au Maroc et de 2022-2023 au Pérou, le renversement du régime de Suharto en 1998 en Indonésie, etc. –, mais aussi internationaux : le printemps arabe de 2010-2011 et le cycle de soulèvements populaires de 2018-2020 (CETRI, 2012 ; Thomas, 2020).

Des insurrections sans lendemain ?

Si les analyses s'accordent généralement pour mettre en avant la fluidité, la créativité et l'horizontalité d'un mouvement sans leadership – Marie Ranjanoro parle de « logique rhizomatique » à propos des manifestations malgaches –, ces caractéristiques font l'objet de lectures opposées : optimistes ou désenchantées. L'analyse de Jean-François Bayart (2025) est représentative des secondes. Incapables de « produire un contre-discours idéologique », « faute d'une idéologie claire et de structures organisées, ces mouvements sont condamnés à s'étioler ou à faire appel à des personnes ou à des institutions se présentant comme providentielles, portes ouvertes à la restauration de régimes autoritaires ».

Les résultats variés, mais globalement décevants et sans lendemain de ces insurrections – des élections sans rupture aux transitions inachevées, en passant par un retour en force du conservatisme ou de la droite dure – n'inclinent-ils pas à confirmer cette interprétation pessimiste ? Encore convient-il de nuancer et de distinguer : l'impact n'est pas le même au Sri Lanka et au Bangladesh. De plus, l'onde de choc de ces mobilisations ne s'est pas terminée. En faisant voler en éclat l'idée reçue que la jeunesse est apathique, ces

manifestations ont créé un précédent et mis en évidence la fragilité de gouvernements que l'on pensait inamovibles. Enfin, comme l'écrit Sindhu Gyawali à propos du Népal, elles participent en réalité d'« un processus continu de transformations de longue durée, toujours en cours ».

Il n'en reste pas moins que les résultats de ces soulèvements sont décevants : tout ça pour ça ? L'insurrection Gen Z reproduirait-elle le paradoxe des révoltes de 2018-2020 ? La puissance de l'élan, l'efficacité du déagisme, faute de débouché politique, d'organisation et d'institutionnalisation, aboutiraient à une impasse. Une telle lecture véhicule cependant une conception normative de la politique et ne permet pas de saisir le sort différent d'un pays à l'autre des mobilisations.

L'analyse faite ici du « printemps » sud-asiatique peut être étendue. L'origine immédiate du soulèvement, la composition du mouvement social ainsi que ses cibles prioritaires, d'un côté, la cohésion des forces de sécurité, le degré de fragmentation des élites, la structure du pouvoir et les mécanismes constitutionnels de son transfert, de l'autre, expliqueraient les modalités et l'intensité de la répression et les impacts contrastés. Ainsi, les gouvernements indonésien et philippin ont pu éteindre la contestation en accordant des concessions, tandis qu'il a suffi de sept jours aux Népalais et Népalaises pour renverser leur gouvernement. À Madagascar, l'interférence des forces armées a tout à la fois limité la répression, facilité la chute du président et conditionné le changement. Au même titre que son déclencheur, l'aboutissement des manifestations diffère donc d'un pays à l'autre.

L'absence de traduction politique de ces mouvements impose une analyse critique qui ne s'en tienne pas à une lecture uniquement négative, où la défiance envers les partis et institutions politiques est interprétée comme une étape initiale appelée à être dépassée par la participation gouvernementale. Le phénomène interroge à la fois les gouverné-es et les gouvernant-es, ainsi que leurs rapports.

Il convient de la sorte de prendre la mesure de ce que représente la classe politique de ces pays du Sud. Loin d'être un simple accident de parcours, son caractère corrompu, autoritaire et prédateur constitue plutôt une dimension structurante et structurelle. C'est au regard de ce fétichisme institutionnel et de son rejet qu'il faut appréhender les nouvelles grammaires de la contestation. Le manque de vision et d'organisation, l'absence

de leadership sont dès lors tout à la fois des failles et une stratégie de légitimation et d'autonomisation du mouvement face aux manœuvres des classes gouvernantes et à leurs mécanismes de cooptation et de neutralisation.

Comment inscrire le changement dans la durée et les structures mêmes du pouvoir sans une forme – alternative – d'institutionnalisation et de relais politique ? Mais comment, dans le même temps, emprunter une voie institutionnelle, accaparée par une élite accrochée à ses privilèges et dominée par des hommes, sans vider les revendications de leur contenu et se laisser prendre une nouvelle fois dans un énième recyclage des mêmes rapports de domination ?

Plutôt que d'opposer dès lors la naïveté de la jeunesse révoltée au sérieux politique des partis et analystes, il faut reconnaître que ces questions n'ont à ce jour pas trouvé de solution et que les actrices et acteurs des soulèvements continuent de se débattre avec ces dilemmes. Dilemmes compliqués encore par la matrice néocoloniale et le cadre macroéconomique néolibéral dans lesquels la plupart de ces pays sont pris et qui agissent en retour sur la marge de manœuvre politique. Enfin, comme le souligne Aspinall ici même, la soif de changement, le caractère diffus des cibles – l'oligarchie, par exemple – et l'enracinement des structures de pouvoir impliquent « des transformations systémiques profondes, bien au-delà d'un nombre limité de réformes juridiques ou institutionnelles ».

De même, l'opposition souvent faite entre le caractère pragmatique, voire post-idéologique, des soulèvements de la Gen Z et les révolutions arabes qui visaient un changement politique, est réductrice. Plus pertinent est d'y voir l'esquisse et la reconfiguration d'« un contre-discours idéologique », auquel fait référence Bayart, empruntant une voie détournée des espaces et mécanismes de production idéologique et politique (partis, organisations, etc.), bousculant les identités et hiérarchies et redéfinissant ce qui est politique. Ainsi, la focalisation sur les enjeux socioéconomiques revêt une dimension éminemment politique. L'accès à l'emploi, aux services publics, à des conditions de vie digne renvoie en dernière instance à la responsabilité de l'État. Or, celui-ci a doublement échoué : en tant que représentant de la souveraineté populaire et en tant que garant de l'intérêt général.

Le développement d'« un contre-discours idéologique » s'accompagne de contre-pratiques. Une des particularités des mobilisations de la Gen Z, sur laquelle on n'a peut-être pas suffisamment insisté, est qu'elles se sont frontalement attaquées aux lieux du pouvoir politique : parlements et sièges des gouvernements ont été envahis, occupés et parfois brûlés. Le phénomène s'est quelquefois étendu aux résidences privées des hommes politiques et à des hôtels de luxe en lien avec des politicien·nes. Dharmasinghe voit dans les quelques jours de violence au Sri Lanka la marque d'un « approfondissement de la rupture entre la population et la classe politique ».

Dans la plupart des pays, les acteurs et actrices ont appelé à des manifestations pacifiques – allant parfois jusqu'à condamner les violences issues de leurs propres rangs –, afin de légitimer le mouvement, d'engranger une participation et un soutien massifs et de tenter de déjouer la répression. Cela n'empêcha pas les pouvoirs en place de disqualifier la protestation et de la réprimer, entraînant en retour une intensification des mobilisations. Ces divergences autour de l'usage de la violence recourent-elles des différences de classes sociales et des rapports genrés ; les femmes étant surexposées à la répression ?

Quoi qu'il en soit, les contre-pratiques mises en œuvre s'articulent autour d'actions directes et de prises des lieux de pouvoir qui s'affirment paradoxalement comme une déprise du pouvoir. Jusqu'à quel point l'analyse faite par Nava des dynamiques latino-américaines ces dernières années peut-elle être appliquée ailleurs ? Selon lui, « l'action directe non institutionnelle a acquis une centralité croissante » et le champ de la conflictualité s'est étendu. Cette extension est le résultat, d'une part, de la recomposition de la classe ouvrière et de la polarisation des marchés du travail et, d'autre part, « de la crise de légitimité de l'État et [de] l'émergence de formes d'action plus fragmentées et ancrées dans la vie quotidienne ».

La réappropriation physique et symbolique des principaux espaces de la représentation politique, capturés et accaparés par une élite, s'accompagne d'une réaffirmation d'un *nous*, source originelle de la souveraineté. Dans ce renversement du rapport entre gouvernant·es et gouverné·es se lit également la tentative de (re)construire un contrat social inexistant ou rompu. L'occupation du parlement kenyan telle qu'analysée dans cet

Alternatives Sud par Afandi Bande montre cette dynamique et ses enjeux : « une redéfinition de ce que devraient signifier la citoyenneté, la représentation et la gouvernance dans une république. Et les jeunes menèrent cette action en dehors du vocabulaire politique traditionnel : pas de manifestes, pas de drapeaux partisans, pas d'alliances tribales. Une seule question brute et défiant l'ordre établi : 'Si vous êtes incapables de nous représenter, qui vous a donné le droit de nous gouverner ?' ».

Moment ou mouvement ?

Au terme de ces pages, deux questions demeurent : s'agit-il d'un moment ou d'un mouvement ? Et maintenant ? Raul Arif a parlé de « mouvements sociaux éclairs » (Hasan & collectif dans cet ouvrage) à propos du printemps arabe ; est-on face à une dynamique similaire d'irruption, déjouant la durée ? Faut-il voir dans cette série de manifestations une séquence désormais passée ou, au contraire, l'annonce d'un nouveau cycle de soulèvements populaires ? Si les auteurs et autrices de cet *Alternatives Sud* ont tendance à répondre à la première question en mettant en avant la permanence des raisons de la révolte et le caractère cyclique des insurrections, le « que faire » à l'heure actuelle est autrement plus problématique. Sûrement est-ce aux conditions de la lutte – son intensité, sa composition sociale, ses alliances et revendications – qu'une réponse pourrait émerger. Mais toutes et tous en appellent à prendre au sérieux ces révoltes et la subjectivation politique qu'elles nourrissent.

Pour Elalaoui, la Gen Z212 au Maroc relève moins d'une dépolitisation ou d'un refus du politique que « d'une politisation en acte ». Nava, quant à lui, avance que les manifestations Gen Z au Pérou participent, à l'instar d'autres soulèvements populaires récents en Amérique latine, d'une « forme de politisation plus ponctuelle et contingente, dont l'efficacité perturbatrice ne parvient ni à s'ancrer dans le temps ni à reconfigurer durablement le champ politique ». L'enjeu est bien là ; opérer un recodage institutionnel qui permette de trouver une traduction au mouvement par et dans l'espace politique transformé à la mesure des groupes sociaux et revendications qu'il exclut ou neutralise jusqu'à présent.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, un soulèvement est en cours depuis plusieurs semaines en Bolivie tandis que le « Parti populaire des cafards », créé par autodérision le 16 mai en Inde, a obtenu en quelques jours vingt-deux millions d'abonné-es sur Instagram avant de se manifester dans les rues. La protestation, catalysée par la jeunesse étudiante et chômeuse, s'appuie sur l'expérience des manifestations de la Gen Z dans les pays voisins (Bhattacharya, 2026). Plus au nord, une vague de protestations, portée par les étudiant-es, secoue la Serbie depuis novembre 2024 et a encore récemment réuni près de 200000 personnes à Belgrade. À l'autre bout du spectre politique, un mouvement social xénophobe de grande ampleur a déferlé dans les métropoles sud-africaines fin avril 2026, dont les répercussions se font toujours sentir.

Ainsi, la situation demeure explosive et des mobilisations prennent parfois un caractère réactionnaire ou fascisant. Frustrations et colères peuvent rapidement changer de camp. La succession des vagues de soulèvements populaires traduit la polarisation de la société, la crise de légitimité des gouvernements en place et leurs tentatives de capter ou de discipliner la révolte.

Bayat distingue renversement et révolution ; cette dernière « exige que les individus participent eux-mêmes à l'imagination et à la construction d'un avenir alternatif. En leur absence, d'autres décideront de la direction du pays ». Est-ce là le signe d'un retard du projet et de l'anticipation politique sur la radicalité de l'expérience insurrectionnelle ? Toujours est-il que le devenir des soulèvements populaires est aussi tributaire, en fin de compte, de la participation et de l'imagination collectives à même de prolonger ces modes de politisation et de dessiner des alternatives, en faisant des gouvernements non le lieu de la gouvernance constante et corrompue des classes dominantes, mais la formule du changement.

BIBLIOGRAPHIE

- Batac M. (2024), « Politiques anti-insurrectionnelles et antiterroristes aux Philippines », in CETRI, *Monde en guerre. Militarisation, brutalisation et résistances*, Paris, Syllepse, collection Alternatives Sud.

- › Bayart J.-F. (2025), « Les idéaux politiques de la génération Z sont très ambivalents et facilement récupérables », *Le Monde*, 9 novembre.
- › Bhattacharya S. (2026), « Cockroach Janta Party : Is the Modi Government Wary of a 'Gen Z Revolt' ? », *The Diplomat*, 9 juin.
- › Callamard A. (2026), « Observations de la secrétaire générale d'Amnesty International sur la situation des droits humains en 2025/26 », Amnesty international, 21 avril.
- › CETRI (2012), *Le « printemps arabe » : un premier bilan*, Paris, Syllepse, collection Alternatives Sud.
- › Civicus (2025), « People Power Under Attack 2025 », *CIVICUS Monitor*.
- › Elalaoui C. (2025), « Mouvement 'GenZ212' : quand la jeunesse marocaine prend ses propres affaires en main », *Contretemps*, 17 octobre.
- › Guzman Castillo G. (2026), « Against the tides : uprisings and protests in troubled waters », *Focus*, 2 avril, <https://focusweb.org/> .
- › Mannheim K. (1991), *Le problème des générations*, Paris, Nathan.
- › Randrianja S. (2025), « Madagascar : aux origines du soulèvement de la Gen Z », *Contretemps*, 13 novembre.
- › Szadkowski M., Tual M. et Clairouin O. (2025), « Du Maroc au Népal, comment Discord, malgré ses limites, est devenu un outil de mobilisation de la jeunesse », *Le Monde*, 4 octobre.
- › Thomas F. (2020), « Soulèvements populaires : 'révoltes logiques' ? », in CETRI, *Soulèvements populaires*, Paris, Syllepse, collection Alternatives Sud.
- › Transparency international (2025), *Corruption Perceptions Index*.
- › Zezhou Y. (2025), « Can the One Piece Flag in Nepal's Gen Z Protest Be an Inter-Asia Referencing Practice ? », *Ariscopes*, 12 décembre.

2026 © CETRI. Centre Tricontinental. *Tous droits réservés* | | |